

Brochure n° 3265

Convention collective nationale

IDCC : 1672. – **SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**

ACCORD DU 22 AVRIL 2008
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR 2008

NOR : ASET0850947M

IDCC : 1672

Entre :

La fédération française des sociétés d'assurances (FFSA),

D'une part, et

La fédération des services (branche assurances) CFTD ;

La fédération de l'assurance CFE-CGC ;

Le syndicat national de l'assurance, de la prévoyance et de l'assistance
des employés, et techniciens et agents de maîtrise (SNAETAM) CFE-CGC ;

La CSFV-CFTC,

D'autre part,

Vu les articles 31, 32 et 33 *a* de la convention collective nationale du
27 mai 1992 ;

Vu les articles L. 132-12 et L. 132-12-3 du code du travail,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème des rémunérations minimales annuelles

1. Dans le cadre de l'article 33 *a* de la convention collective nationale du
27 mai 1992, le barème des rémunérations minimales annuelles (RMA)
prévu à l'annexe II de ladite convention est fixé, à effet au 1^{er} janvier 2008,
conformément au tableau joint au présent accord.

2. Le barème des rémunérations minimales annuelles (RMA) est applicable dans les entreprises indépendamment du contenu et des résultats, quels qu'ils soient, des négociations d'entreprise sur les salaires effectifs prévues par l'article L. 132-27 du code du travail.

Cette mise en application s'effectue dans les conditions prévues par les articles 31 et 32 de la convention collective nationale du 27 mai 1992.

3. Les dispositions ci-dessus ne concernent pas le personnel qui n'est plus en fonction dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

Article 2

Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Le barème des RMA de l'article 1^{er} est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2. Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

Si tel n'est pas le cas, ils mettront en œuvre toutes les mesures utiles pour remédier à ces disparités salariales, avant le 31 décembre 2010.

Fait à Paris, le 22 avril 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations minimales annuelles au 1^{er} janvier 2008

(En euros.)

CLASSE	RMA
1	16 120
2	17 120
3	19 750
4	23 440
5	27 720
6	36 630
7	49 810